

## À QUELQUES JOURS DU CONGRÈS DU FLN

## Les anti-Saâdani s'unissent

**Les contestataires de Amar Saâdani comme secrétaire général du Front de libération nationale, jusque-là divisés en trois groupes, s'unissent en un front commun construit sur la base d'une revendication consensuelle : «S'opposer à l'organisation du congrès annoncé pour la fin mai 2015.» C'est ce qui a été convenu, samedi dernier, à l'occasion d'une rencontre les ayant regroupés sur la côte-ouest d'Alger.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - En sa qualité de plus âgé des membres du comité central, l'ancien ministre, ancien moudjahid et actuel sénateur du tiers présidentiel, Salah Goudjil, a été désigné porte-parole du mouvement. Lundi, les trois chefs de file des contestataires ont animé une conférence de presse à la villa d'El-Biar à Alger, qui fait office de siège du groupe Belayat, pour expliquer leur démarche. Belayat, Goudjil et Abdelkrim Abada, donc, font l'état des lieux général du parti et évoquent longuement ce qu'ils comptent faire pour empêcher la tenue du 10<sup>e</sup> congrès convoqué par Amar Saâdani. «Devant cette situation exceptionnelle (de crise, ndr), un nombre important des membres du comité central (l'instance dirigeante du parti entre deux congrès), conscients de leur responsabilité historique, ont profité d'une rencontre à Alger pour débattre, sous la houlette du membre le plus âgé d'entre eux, à savoir le sénateur Salah Goudjil, de la gravité de la situation et s'entendre sur la manière d'éviter l'implosion du parti, implosion qui ne manquera pas d'avoir de graves incidences en particulier sur le fonctionnement des institutions de l'Etat, notamment au sein du Parlement et dans les autres assemblées populaires où le FLN détient la majorité des sièges.»

C'est ce qu'annoncent, d'emblée, les contestataires à travers une déclaration préliminaire lue par Goudjil. En guise d'actions concrètes envisagées afin d'empêcher la tenue du congrès, il est question d'une action en justice. «Nous allons attendre mercredi (demain, ndr) pour voir. Et nous avons entièrement confiance en la justice», répondra Salah Goudjil.

Pour rappel, la justice avait ajourné sa décision sur cette affaire du congrès du FLN d'une semaine et le verdict est attendu pour demain mercredi.

Pour rappel aussi, une précédente décision de justice, prononcée le 28 août 2013 dans l'après-midi, et empêchant formellement la tenue de la session du comité central du lendemain, n'a pas survécu à l'«assaut»



Salah Goudjil, porte-parole du mouvement des contestataires.

de Saâdani et de ceux qui l'ont désigné le 29 août comme secrétaire général du FLN ! En dépit d'une décision du Conseil d'Etat, la plus haute juridiction en la matière et dont les verdicts sont sans appel, l'on avait fait prendre, en effet, une décision à une juridic-

tion «subalterne», annulant celle du Conseil d'Etat ! Bien évidemment, l'empreinte de Bouteflika dans tout cela saute aux yeux. Et d'ailleurs, depuis, Saâdani est impliqué dans tout ce qu'entreprend la présidence. Y compris de l'associer dans la direction de cam-

pagne du candidat Bouteflika que dirigea Sellal en 2014. Cela n'a, bien sûr, pas échappé à de vieux routiers de la politique comme Goudjil, Belayat et Abada. «La politique n'est pas une science exacte», répondra Goudjil à une question relative aux chances du mouvement de barrer la route à Saâdani lui qui, comme tout ce qui se fait au niveau du FLN depuis 1999 et davantage encore depuis 2004, n'est qu'une fabrication de... Abdelaziz Bouteflika !

En décidant d'interpeller Bouteflika, les contestataires ne font visiblement que prendre à témoin l'opinion publique. «Les membres du comité central concernés se tournent vers leur président, le président Abdelaziz Bouteflika, pour attirer son attention sur le grave danger que court son parti, parti auquel il n'a cessé d'appartenir depuis sa prime jeunesse, dans le meilleur et dans le pire. Il ne peut accepter que l'Histoire retienne que le FLN a subi, de son vivant, un sort aussi lamentable que celui qui l'attend inévitablement si les choses restent en l'état.» Cela n'empêchera pas pour autant les animateurs du mouvement de contestation de réitérer leur détermination à maintenir leur mobilisation qu'elle que puisse être la décision de justice ou celle, encore moins probable, de... Bouteflika !

K. A.

## POLITIQUE

## Quel avenir pour TAJ ?

**Du département des travaux publics à celui du tourisme et de l'aménagement du territoire en passant par celui des transports, Amar Ghoul figure sur la liste des inamovibles ministres. Il vient néanmoins d'hériter de deux des départements qui ont toujours été les parents pauvres de la politique du gouvernement au moment où il a été cité dans le scandale de l'autoroute Est-Ouest. TAJ, le parti qu'il préside, en ressentira-t-il les contre-coups ?**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Créé en 2012, à peine deux mois avant des élections législatives, TAJ, avec à sa tête Amar Ghoul, se voulait «rassembleur». Son président voulait brasser large : nationalistes, démocrates et islamistes étaient les bienvenus.

Ministre des Travaux publics à l'époque, Ghoul était sur tous les fronts. Les chantiers lancés par son département étaient énormes. L'autoroute Est-Ouest

en était le projet phare. Son nom est indissociable de ce projet tout comme du scandale qui l'entoure.

A l'occasion du procès de l'autoroute Est-Ouest, son nom a été cité. Plusieurs témoins ont affirmé que le ministre des Travaux publics de l'époque avait, au même titre que d'autres cadres, bénéficié de pots-de-vin.

Nullement inquiété, Ghoul ne sera pas entendu par la justice. Il occupait alors le poste de



Amar Ghoul et son parti en mauvaise posture.

ministre des Transports avant qu'à la faveur du remaniement ministériel, il ne se retrouve au département du tourisme et de l'aménagement du territoire. Un poste nettement moins presti-

gieux que celui qu'il occupait. Mais beaucoup d'observateurs affirment qu'il s'en sort à moindre frais. Le pire ? C'est qu'il quitte le gouvernement. Un échec tant au plan personnel mais au plan partisan. Que deviendrait TAJ si son président était lâché par le cercle présidentiel ?

Le conglomérat de transfuges du MSP, du RND, d'islamistes dits modérés volerait certainement en éclats. Et pour cause, créé dans la perspective d'élection présidentielle à grand enjeu, TAJ avait pour mission première de soutenir la candidature du Président sortant. Un rôle qu'il a pleinement rempli.

Incapable de faire campagne, le Président sortant devait alors compter sur ses relais. TAJ en faisait partie. Des analystes affirmaient même à un certain moment que TAJ pourrait rejoindre l'Alliance présidentielle après la défection du MSP. Un projet désormais aux oubliettes.

TAJ n'est plus appelé à jouer de rôle important sur la scène politique et risque de souffrir de la position désormais moins confortable de son président.

Ry. N.

N. I.

## ILS EXIGENT LA REFONTE DU SYSTÈME PÉDAGOGIQUE

## sit-in des médecins résidents à Alger

**Les médecins résidents renouent avec la protestation. Ils ont tenu un sit-in hier, au CHU Mustapha-Pacha, à Alger, pour revendiquer la refonte du système pédagogique et l'annulation de l'arrêté 709.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - A l'appel de leur syndicat, des dizaines de médecins résidents issus de différentes spécialités, étaient hier au rendez-vous. Insatisfaits de la progression et de la qualité de leur formation, ils appellent à la refonte du système pédagogique.

Réclamée à maintes reprises, cette revendication constitue pour eux une «priorité urgente». «Nous

n'avons aucun référentiel à suivre. Nous sommes livrés à nous-mêmes à faire de l'autoformation et à la fin, nous subissons une évaluation qui est très loin des normes pédagogiques», explique le secrétaire général du Syndicat national des médecins résidents, D' Mazit Amin. Selon lui, la refonte du système pédagogique au cours du résidanat et même celle du programme d'enseignement s'imposent.

«Aujourd'hui, la formation médicale en Algérie est incomplète, non actualisée et pas du tout à jour», dit-il. Notant les «insuffisances» de formations des différents services, le syndicat exige une qualité de formation «irréprochable» et plaide aussi pour la réactualisation du carnet de résident.

Autre revendication : la suppression de l'arrêté 709. Elaboré en fin 2010, cet arrêté concerne l'organisation du cycle de formation spécialisée et les méthodes d'évaluation. Un arrêté que les résidents qualifient d'ailleurs, de «dépassé». «Cet arrêté ne répond pas à l'évaluation

pédagogique et prône la sanction. Certes, nous ne sommes pas contre l'examen d'évaluation, mais nous sommes contre la sanction», précise le syndicaliste. Le syndicat appelle ainsi au boycott des examens intercalaires pour «dénoncer la méthode actuelle qui n'a que trop perduré».

Afin de concrétiser ses revendications, le Syndicat national des médecins résidents lance par ailleurs, un préavis de grève pour les 26 et 27 mai prochains ainsi que des sit-in à travers le territoire national.